

Préparation du Congrès du Mouvement des Jeunes Socialistes 2007

Orientations politiques pour le texte commun

Depuis que notre groupe politique propose des contributions au Mouvement des Jeunes Socialistes, nous avons cherché à être utiles à notre organisation et à notre famille politique. Toujours dans un esprit de construction, d'analyse et de propositions nous devons revenir sur notre défaite à l'élection présidentielle et poser les conditions idéologiques sine qua non qui doivent présider à une refondation de la gauche. La défaite de la gauche s'est traduite par une large victoire de la droite sur ses valeurs, son identité et son projet de société. Nous souhaitons mettre le doigt sur trois raisons marquantes de notre échec. Face à une droite qui a su donner à lire la société, la gauche a été incapable de présenter un projet et une vision de la société, de convaincre que nous représentions véritablement une alternative, une alternative plus juste et plus crédible. Par le passé, ce n'est qu'en proposant une nouvelle grille de lecture, des propositions innovantes que la gauche a su trouver le chemin de la victoire et de la transformation sociale, c'est dans cette voie que nous devons nous inscrire. Si cette bataille des idées est primordiale, elle n'est pas tout. Une fois le projet présidentiel établi, il faut trouver les moyens structurels de le porter aux urnes. Trop souvent lors de ces derniers mois, les organisations militantes n'ont pas su trouver leur juste place, par les dispersions des moyens, des objectifs et des personnes nous n'avons pu donner un sens clair à notre campagne. Un Mouvement des Jeunes Socialistes fort et un Parti Socialiste rénové doivent rester les outils de campagne des candidats. Pour conduire une campagne politique à un terme victorieux, il faut une adéquation entre les organisations, les militants, leurs responsables, le projet et bien évidemment le candidat. La crise du leadership à la tête du Parti Socialiste depuis 2002 n'a pas contribué aux aspirations de victoire et de changement du peuple de gauche. Par la suite le candidat devra s'imposer par lui-même, dans un leadership assumé et incontestable. Une fois la défaite comprise et entendue.

Le Mouvement des Jeunes Socialistes doit jouer son rôle d'avant garde en proposant de nouveaux outils, de progrès et de cohésion sociale. La jeunesse doit toujours être à la pointe des futurs combats. Aujourd'hui après trois défaites consécutives à la présidentielle, il est urgent pour elle de porter la rénovation, rénovation qui doit d'abord être celle des idées. Aujourd'hui et depuis toujours le socialisme part du même engagement, la révolte contre l'injustice, l'exploitation et la misère, et de la même volonté, celle de s'affronter à l'ordre social établi, de transformer la société et ainsi de changer le monde. Si nous souhaitons être mieux à Gauche, il est indispensable de comprendre les changements économiques et sociaux qui imposent de renouveler les grilles de lectures, d'inventer de nouveaux outils. Quand certains rêvent d'un retour aux anciennes politiques, de l'application d'outils qui ont eu à une époque leur valeur mais qui sont loin des réalités économiques d'aujourd'hui, on est loin d'une rénovation. S'il doit y avoir une rénovation de la Gauche c'est d'abord parce que les défis d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier et que c'est à nous d'inventer les mesures de demain. C'est dans cette démarche que se sont retrouvés les auteurs de ce texte. Nous avons ainsi voulu dresser les différents constats qui imposent ce renouvellement des idées, et donner quelques-unes des pistes qui doivent permettre ce renouvellement.

Ces constats qui imposent la rénovation...

1. La mondialisation du capitalisme

De capitalismes nationaux construits sur le modèle fordiste, constitués par des grandes entreprises et une majorité de la population travaillant comme ouvriers dans l'industrie, nous sommes passés à un capitalisme mondialisé, financier, et post-industriel. Le développement des transports et des communications et la mise en place des libéralisations, c'est-à-dire la suppression des barrières à la circulation des biens, des services et des flux de capitaux, ont entraîné l'intégration des pays et des peuples dans un même ensemble économique. Cette mondialisation a des effets bien connus, la mise en concurrence des pays, donc des travailleurs du monde entier. Situation qui sert alors de justification aux entreprises pour lancer une course aux bas salaires et aux États pour supprimer les

protections sociales et exonérer de cotisations les entreprises, cotisations qui, rappelons-le, servent à financer la sécurité sociale. Pour les travailleurs des pays riches, c'est donc la course au « moins disant social ». Pour ceux des pays les plus pauvres c'est encore pire, libéralisant le commerce sans mettre en place des droits sociaux ou la sécurité sociale, les institutions internationales ont jeté sans protection les travailleurs de ces pays dans l'instabilité du marché et dans la concurrence avec les pays riches. Il s'en est suivi très souvent un accroissement de la misère, la hausse du chômage et de la pauvreté.

2. La financiarisation de l'économie

La financiarisation est la place centrale prise les actionnaires dans le capitalisme mondial. Si la classe capitaliste a longtemps été composée d'un petit groupe d'entrepreneurs propriétaires qui exploitaient la force de travail des ouvriers et tiraient leur profit de la plus-value réalisée sur leurs dos, ce système s'est très largement transformé au profit des actionnaires. Celui qui commande l'entreprise est maintenant un salarié à la rémunération souvent indécente, souvent plus de 400 fois le SMIC pour les grands groupes du CAC 40. Ce sont de très grands privilégiés mais qui n'ont pas le pouvoir. Si leurs résultats n'enrichissent pas assez les actionnaires, ils sont rapidement mis sur la touche. Or des résultats qui n'enrichissent pas les actionnaires ne sont pas systématiquement de mauvais résultats. C'est ainsi le paiement juste des autres salariés, les projets de long terme, les investissements nécessaires au développement de nouvelles technologies, les subventions des programmes d'aide qui sont supprimés pour assurer une rentabilité à court terme, satisfaisant le désir d'enrichissement individuel de chaque actionnaire. C'est ainsi une masse d'anonymes loin des réalités de l'entreprise ou des problèmes sociaux qui détient le pouvoir. Là encore il ne suffit pas de solutions simples et les outils des années 80 construits pour affronter le capitalisme national ne sont plus efficaces aujourd'hui.

3. La tertiarisation et l'économie de la connaissance

Un autre changement majeur dans nos sociétés industrialisées est l'entrée dans une économie post-industrielle ou une économie de la connaissance. Le succès du modèle fordiste résidait dans un relatif équilibre entre production de masse, consommation de masse et régulation de l'Etat providence. Il a été progressivement fragilisé par la mondialisation mais aussi par la révolution technologique en cours, les nouveaux outils de d'information et de communication, la généralisation de nouvelles organisations du travail (managing, flexibilité...) et enfin la révolution culturelle des années 1970 affirmant la volonté d'accomplissement de l'individu face à la « vieille » société fordiste. Ces changements ont profondément remodelé le visage de notre économie, la transformant en une économie de service nécessitant souvent de hautes qualifications. L'industrie, au sens strict, voit son poids décliner inexorablement. Tirés vers le bas par la mondialisation et le progrès technique, les coûts de fabrication diminuent sans cesse. Désormais ce sont les capacités d'innovation et de conception qui fondent la compétitivité des entreprises. Dans un monde qui va toujours plus vite, où les économies en phase de décollage s'empressent de combler leur retard, seule l'innovation permet de s'assurer une longueur d'avance sur ses concurrents. De même pour les économies nationales, un positionnement dans les domaines innovant ou à fort contenu technologique est la meilleure garantie de compétitivité et donc de croissance et d'emploi dans cette économie de la connaissance.

4. L'éclatement et la précarisation de la société

La société post-industrielle est aujourd'hui complètement éclatée : les entreprises sont inter connectées mais les différents métiers ne se rencontrent plus. Le sentiment d'une dépendance mutuelle, d'une destinée commune tend à s'estomper. Dès lors l'individu se retrouve isolé : la sphère économique étant en effet obsédée par la seule compétition et son corollaire la recherche de la rentabilité la plus forte. L'individu est ainsi seul face aux nouvelles règles du jeu, face à un marché du travail qui se précarise. En effet si les inégalités entre revenus du travail et du capital sont toujours très importantes, elles ne sauraient résumer l'ensemble des inégalités. Il ne suffit plus de trouver un emploi pour sortir des difficultés économiques et sociales, une grande partie des travailleurs sont maintenant dans des situations d'extrême précarité. En 2001, en France, 1,5

millions de personnes étaient en sous-emplois, c'est-à-dire des personnes qui travaillent involontairement moins que la durée normale du travail dans leur activité et qui sont à la recherche ou disponible pour un travail supplémentaire. 3,4 millions de salariés, des femmes en grande majorité et des hommes peu qualifiés, percevaient un salaire inférieur au SMIC. Les anglo-saxons ont décidé de régler leurs problèmes de chômage en transformant les chômeurs en « working poor », en France ce phénomène est aussi accompagné par le développement des stages qui remplacent bien souvent l'emploi. La précarité s'est étendue à une grande partie des salariés, notamment les jeunes et les femmes.

Changer la Gauche pour changer le monde

La Droite se satisfait de ces dernières mutations du monde et de la société, de l'agressivité du capitalisme, de l'individualisme consumériste. Elle se développe dans un libéral-populisme qui tourne à la caricature. Au contraire, le socialisme exige ce point de vue, une critique de la société telle qu'elle est, ou qu'elle sera si nous n'agissons pas. Comme nous l'avons dit, c'est la volonté de changer l'ordre des choses qui doit nous animer. Pour réussir cette transformation sociale nous devons changer la Gauche pour changer le monde.

La Gauche doit redevenir offensive, l'espoir doit changer de camp. Nous ne voulons plus d'abdications, qu'elles prennent la forme du laisser-faire blairiste, du jamais-faire maximaliste ou d'un consensus mou. Le temps n'est plus à la conservation des acquis mais à la conquête face au libéralisme. L'époque est à la réhabilitation du progrès social, à la reconstruction de perspectives collectives et solidaires. La véritable modernité c'est d'être fidèle, dans le 21ème siècle, aux racines du socialisme réformiste. Nous devons donc être plus réformistes dans nos méthodes et plus radicaux dans nos objectifs.

La Gauche doit dire la vérité et doit être ancrée dans la réalité. Elle doit comprendre la société pour la transformer justement, profondément et durablement. Il ne s'agit pas de se contenter de la révolte contre ces nouvelles inégalités mais d'y remédier dans un souci d'efficacité, de cohésion sociale et d'émancipation des individus. Les conservateurs veulent nous faire croire à l'inéluctabilité des inégalités sociales. A l'opposé, nous voulons agir ardemment pour une égalité réelle. La vérité c'est aussi préférer la réalité d'une avancée à l'incertitude de cent autres. C'est dire ce que l'on peut faire ou ne pas faire en étant plus constructifs dans l'opposition et plus audacieux dans la majorité.

La Gauche doit être créative, c'est notre devoir d'inventer. Les anciens instruments ne suffisent plus. Aux nouvelles injustices doivent répondre de nouveaux outils. L'Etat social qui agit seul pour corriger les inégalités après leur création est mis à mal, nous avons besoin de lui ajouter une nouvelle régulation, un domptage en amont du marché qui redistribue les richesses mais combat aussi les inégalités à la racine, avant qu'elles ne se créent. Nous devons soutenir la création de richesses financières et économiques mais aussi toutes possibilités de créations humaines, artistiques, culturelles, scientifiques. Enfin il ne faudra pas se contenter de penser que la politique et les partis pourront imposer leur seule vision à toutes les sphères de la vie sociale. L'invention passera par une inscription dans le mouvement social ; par un débat d'égal à égal, ouvert avec les autres gauches politiques et sociales, avec le monde associatif-coopératif et avec l'ensemble de la société.

La Gauche doit porter l'internationalisme. Si le socialisme est par essence internationaliste et qu'il n'est plus lui-même quand il se plie au national-populisme, c'est dans la mondialisation qu'il faut agir. Celle-ci a conduit au développement de richesses immenses au service de quelques-uns et a créé des inégalités Nord-Sud insupportables. L'enjeu pour nous est de développer la solidarité internationale, les régulations sociales, économiques, écologiques et démocratiques qui permettront de mettre ces richesses au service de tous. La réforme des institutions internationales et l'action de l'Europe doivent permettre de peser radicalement sur la mondialisation pour qu'elle soit un moteur de développement humain et non un affrontement sauvage. Ne cédon pas au fatalisme de l'adaptation libérale ou de la protestation sans projet autre que des slogans, il y a une

place pour l'action politique, à nous de construire un vrai projet internationaliste qui pourra convaincre les citoyens.

Premières propositions

Assurer une mutation de l'économie pour protéger les plus faibles

Aider les secteurs en restructuration pour les accompagner dans leur transition. Notamment par le développement de structures de capital-risque publiques qui pourraient investir dans des entreprises en difficulté pour les aider à surmonter des trous d'air ou à se développer. Le soutien à la création d'entreprise et au développement des PME à fort potentiel doit aussi être une priorité afin de développer l'emploi.

Préparer l'avenir et organiser notre environnement dans le sens de l'intérêt général

Porter une vraie vision pour notre économie afin de réussir notre insertion dans l'économie de la connaissance (recherche, formation, incitations fiscales), condition nécessaire pour résister à la concurrence mondiale et pour maintenir des emplois bien rémunérés sur notre territoire. Les socialistes doivent se battre pour faire émerger cette vision au niveau européen afin de mettre sur pied une vraie politique industrielle à l'échelle de l'Union et mettre fin à la concurrence néfaste qui a cours entre pays membres. De plus, la taille critique pour les questions économiques est aujourd'hui le continent européen.

Au niveau mondial, les socialistes doivent se battre pour faire émerger de nouveaux organes de régulation. Notre conviction est que la régulation collective est nécessaire et amène le progrès. C'est notamment comme cela que l'on pourra s'opposer à la financiarisation de l'économie.

Réaffirmer la place centrale de l'homme et de son développement dans la sphère économique

Créer une « sécurité sociale professionnelle » est le grand défi qui nous attend dans les prochaines années. Dans cette lignée, la gauche doit travailler à des structures qui limitent l'incertitude et qui apportent de la sécurité. Il n'est pas question de rejeter toute idée de risque mais au contraire de libérer les énergies, en particulier celles des plus fragiles qui sont les premiers inhibés par l'incertitude. La question de la pénibilité du travail (qui se répercute sur l'espérance de vie) ainsi que du rythme de travail tout au long de la vie sont aussi incontournables.

Les changements de la planète

Durant ces vingt dernières années, l'économie s'est donc transformée et cela a aussi pour conséquence la désagrégation de la planète. On aura sans doute jamais autant parlé d'écologie que ces récentes dernières années. L'environnement est devenu l'un des thèmes majeurs des débats politiques, néanmoins la présidentielle a été à l'image du dernier mandat de Jacques Chirac. On y a une fois de plus beaucoup parlé d'environnement, on a beaucoup promis, mais les propositions concrètes ont du mal à suivre. Si la création d'un ministère d'Etat au développement durable semble être une bonne nouvelle, la préparation du Grenelle de l'environnement montre déjà la place laissée aux lobbys des groupes industriels.

Pourtant, la réalité est sous nos yeux : dérèglement climatique, épuisement des ressources ... La fin du pétrole est annoncée pour 2050, c'est-à-dire demain. C'est tout simplement la fin d'un modèle de société construit sur des ressources qu'on pensait jusqu'alors inépuisables qui se profile. Dans le même temps, l'humanité s'urbanise sur un rythme toujours plus rapide. En 2008, et pour la première fois dans notre histoire, il y aura plus d'habitants dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Le constat est donc celui d'une seule crise de notre environnement, qui se présente sous trois aspects : l'écologie, l'énergie et la démographie. Crise qui est aussi une crise sociale. Car la dégradation de l'environnement ne touchera pas tout le monde avec la même violence. Les plus privilégiés pourront se protéger de nombre des effets de la dégradation de l'environnement, des conditions sanitaires, des risques de canicule ou de la pollution de l'air. Les villes les plus polluées sont d'ailleurs dans le Tiers-monde. Si nous ne voulons pas qu'aux difficultés économiques d'une partie de la population ne s'ajoute une impossibilité de vivre, construire un projet politique et économique capable d'assurer un développement durable doit être un impératif. Ceci ne peut se faire que par une mobilisation de tous les échelons de notre société. Les initiatives sont à prendre

au niveau international, bien sûr, avec la lutte contre le réchauffement climatique, mais aussi au niveau de l'économie et jusqu'à l'accent mis sur la responsabilité individuelle. Aux niveaux des entreprises, il faudra lutter contre le dumping environnemental de certains pays, en proposant des normes « vertes » sur les produits importés. Plus qu'un projet national, ceci doit être un véritable projet européen. La France et l'Europe devront anticiper la fin du pétrole. Bien sûr en développant toutes les formes d'énergies alternatives, les énergies renouvelables, l'hydrogène et toutes les formes d'innovations qui permettront d'assurer un développement durable. La question du nucléaire doit continuer à se poser. A gauche il y a des défenseurs et des opposants. Les socialistes doivent en débattre, connaître tous les termes du choix qui s'offrent à eux pour qu'une position raisonnée, officielle et argumentée puisse être prise. Enfin la politique c'est aussi agir au jour le jour. Si être au Mouvement des Jeunes Socialistes c'est participer à la construction d'un avenir politique, il faut que chacun dans ses actions quotidiennes contribue à le rendre possible. La lutte contre la dégradation de l'environnement se fera aussi par l'adoption de meilleures normes de comportement. Les milliers membres de notre mouvement à prendre part à leur échelle, en se mettant au tri des déchets, ou en économisant l'énergie. C'est aussi comme cela qu'on gagne une bataille culturelle.

Changer nos cadres politiques

Les transformations de l'économie et de l'environnement sont des enjeux mondiaux qui, comme nous l'avons dit, impose de rénover notre pensée. C'est aussi notre vie politique et le cadre dans laquelle elle se déroule qu'il faut rénover. Agir politiquement, à l'avenir ce devra être agir dans l'Europe. Aujourd'hui l'Europe est en panne, et pas seulement sur le plan institutionnel ou économique. Attentes et regard du citoyen sur l'Union ont changés, pas seulement depuis 2005. La relance des institutions est une urgence : vers plus de démocratie, plus d'efficacité afin d'assumer les élargissements passés et futurs. On ne peut se satisfaire d'un mini traité : après les élargissements successifs, une prochaine étape doit être franchie dans l'intégration politique des Etats de l'Union .Plus que jamais, l'Europe doit se doter d'une constitution pour avancer.

1. Une Europe moderne

Plus qu'une Union c'est vers une Convergence que doivent s'orienter les relations entre les pays de l'U.E. Nous avons besoin d'une convergence sociale, pour établir des règles communes du droit du travail, dans le sens d'une harmonisation par le haut des conditions de travail dans les Etats membres. C'est dans ce sens qu'un combat doit être mené pour mettre en place les deux « minimums européens » : celui de la rémunération et celui du temps de travail.

Un autre axe de convergence est l'harmonisation fiscale. Parce qu'il exprime le lien entre l'individu et la communauté, il est important de mettre en place un impôt européen, avec une Union financée le plus directement possible par le citoyen. Nous proposons de lutter contre le dumping fiscal en demandant une harmonisation de l'assiette et du taux de l'impôt sur les sociétés. De manière générale, nous préconisons l'adoption de fourchette de taux pour les impôts, fourchette qui devront se réduire avec les années. Ces deux convergences pourraient être réalisées lors d'un « Maastricht social », véritable traité fondateur qui compléterait le pacte de stabilité actuel par des critères sociaux et fiscaux.

Enfin, le troisième axe de convergence concerne les institutions : monarchie parlementaire, bicaméralisme, quinquennat, il n'y a pas deux systèmes identiques en Europe. Dans le respect des spécificités nationales, nous souhaitons voir émerger un rapprochement des institutions nationales, pour faciliter la réalisation des deux premières convergences. Ainsi on peut imaginer marier notre Sénat si décrié avec la Chambre des Régions allemande, et d'autres, pour former un parlement des régions européennes.

2. Une démocratie moderne

Il nous faudra donc pouvoir agir politiquement en Europe, mais c'est bien sûr aussi le cadre politique français qu'il faut améliorer. Il y a beaucoup à dire et à faire pour renouveler nos institutions. Au vu du cumul incessant des mandats, une première réforme nous paraît s'imposer

d'emblée, celle de la création d'un statut de l' élu. En effet, la méthode actuelle de gestion et d'administration de nos collectivités territoriales ne correspond plus aux nombreuses attributions de l' élu. La décentralisation est une revendication de longue date des élus locaux, afin d'obtenir une plus grande marge de manœuvre dans la conduite des politiques locales. Les élus se sont retrouvés à la tête d'«intercommunalités» aux moyens accrus, tout en ayant les mêmes contraintes de temps et d'implication qu'auparavant. Aujourd'hui, la réforme du statut des élus locaux soulève la question de leur nouveau rôle auprès des administrés et des partenaires sociaux. Ils doivent préserver un lien direct et privilégié avec les citoyens, les associations culturelles, sportives et autres, se poser comme intermédiaire et garant de l'intérêt général auprès de nos partenaires sociaux, continuer à être une force de proposition, assurer des permanences, siéger dans les instances exécutives et être promoteur du lien social et du vivre ensemble. De par la responsabilité qui leur incombe et le travail qu'ils ont en charge, tous les élus de proximités doivent pouvoir se consacrer à plein temps à leur fonction, le mandat unique doit être un incontournable du futur projet socialiste.

Mais dans une société où la mobilité des emplois s'accroît, l'activité de l' élu local doit s'inscrire comme une étape dans le parcours professionnel d'un individu. Faciliter le passage de l'une à l'autre doit être une priorité, ce n'est qu'à ce titre que nous pourrions faire respecter le non cumul des mandats.

Un constat s'impose donc à nous. Il est nécessaire de réfléchir à un véritable statut de l' élu, surtout pour les élus des petites communes, qui connaissent déjà une véritable crise de l'engagement notamment chez les jeunes. En s'inspirant du modèle allemand de réintégration automatique des élus à l'issue d'un mandat, la France pensait résoudre définitivement les problèmes liés à l'activité professionnelle des représentants. En effet, les élus possédant un contrat de travail depuis au moins un an, bénéficient d'une suspension momentanée de leur contrat de travail et une réinsertion à salaire égal à la fin de leurs mandats. Ce n'est pas tant la réinsertion dans l'emploi qui pose problème mais « l'employabilité » (même poste, même salaire...), compte tenu des évolutions techniques ou autres que le métier a pu connaître durant le mandat, sans oublier les évolutions de carrière. Seuls les fonctionnaires bénéficient réellement de cette garantie par le jeu de la mise en disponibilité. La difficulté de retrouver un emploi après avoir exercé, un ou plusieurs mandats, se traduit directement dans la composition du corps électoral : les fonctionnaires, les retraités et certaines professions libérales sont surreprésentés. Il faut donc absolument mettre sur un pied d'égalité le secteur privé et le public tout en permettant aux jeunes encore en formation de s'investir, en garantissant le retour à l'emploi ou à la formation dans de bonnes conditions dans le secteur privé et universitaire, par le biais d'un dispositif similaire à la disponibilité du secteur public. Enfin, la plus value des connaissances et des expériences acquises d'un élu pendant ses mandats doivent être valorisées à juste titre, et lui permettre l'accès aux concours de la fonction publique. Tant qu'une telle réforme ne sera pas mise en place, il ne pourra y avoir un véritable renouvellement politique en France.

3. Le défi de la culture et de l'éducation

Pour renouveler la pensée socialiste, nous avons voulu évoquer les transformations économiques et environnementales, proposer d'améliorer les cadres de l'action politique, l'Europe et la démocratie française. Pour finir il nous reste à envisager deux thèmes majeurs de la gauche, la culture et l'éducation. Le but de la social-démocratie moderne est de combattre les inégalités dans leur système de production : système scolaire, entreprise, cellule familiale. Pour cela, l'outil éducatif permet l'une des réponses les plus abouties, l'émancipation de l'humain. Par la création d'un service public de la petite enfance nous pourrions répondre aux trop fortes inégalités qui définissent malheureusement dès la naissance le tracé d'une vie. Mais sans un suivi éducatif, ce nouveau service public ne serait rien. Il faut donc redonner plus de moyens aux établissements dits « sensibles », la carte des ZEP et la distribution de moyens humains et financiers doivent être redéfinies. Par ailleurs, on peut s'interroger sur la gratuité des écoles d'ingénieurs, alors que les débouchés professionnels y sont plus nombreux, au détriment même du financement des universités. Nous le savons, une meilleure éducation passe par un meilleur engagement de l'Etat, mieux répartir les crédits, s'assurer de leur efficacité tel doit être l'engagement d'une gauche moderne. La social-démocratie, c'est l'engagement pour les autres. Nous devons permettre un meilleur ancrage des associations favorisant les activités périscolaires dans nos villes et nos campagnes, l'épanouissement intellectuel et physique est un plus à offrir à des familles qui ne peuvent permettre un accès à la culture et aux loisirs pour leurs enfants.

Redonnons à l'éducation populaire ses moyens d'actions. Cela peut passer sur une relance des mouvements de jeunesse. Si le temps libéré n'est plus un slogan marquant de nos campagnes politiques nous devons le renforcer en développant la société des loisirs. L'une des erreurs de la mise en place des 35h hebdomadaires fut d'offrir du temps libre sans temps de loisir. Repensons l'offre de loisir par des tarifs plus attractifs, une gratuité des musées nationaux sur le modèle anglais. Une participation plus active des établissements scolaires dans les lieux de cultures pour y sensibiliser le jeune public peut aussi être initiée. Confortant notre idéal internationaliste, nous devons faire de l'enseignement des langues une priorité. Ce n'est pas tant la précocité de l'enseignement que son intensité, développer le nombre d'heures de langues vivantes tout en favorisant les échanges scolaires. Donner une réelle place aux langues vivantes dans nos universités et développer les appuis financiers aux étudiants qui partent à l'aide des programmes internationaux. Une nouvelle fracture n'a cessé de croître au cours des dernières années. C'est celle des nouvelles technologies, si la France a su rattraper son retard global en matière d'Internet, nos territoires ne reçoivent toujours pas les mêmes services. Faisons de la fracture numérique un thème de campagne d'opinions pour les années à venir. Cette fracture est aussi générationnelle, en laissant toute une partie de la population en dehors de la "modernité". L'éducation comme la culture restent les outils de travail pour réduire les inégalités sociales.

Enfin, la dernière séquence électorale nous a fait prendre conscience de la collusion entre pouvoir médiatique, exécutif et économique. Une mesure importante pour assurer la séparation des pouvoirs serait d'interdire aux groupes possédant des participations dans des médias (journaux, radio, TV) de répondre à des marchés publics. Et ceci afin d'assurer les meilleures conditions possibles à l'exercice démocratique.

Vers un projet pour la gauche

Par ce texte, par delà des analyses, nous avons voulu proposer une orientation et inciter la discussion sur les sujets qui, pour nous, militants politiques, nous semblent prioritaires. Nous avons voulu montrer qu'il était possible de rénover nos analyses économiques sans perdre notre identité de gauche, qu'être moderne ne voulait pas dire se résigner à ces phénomènes que sont la montée des inégalités, de la précarité et de l'injustice sociale. L'enjeu pour le parti socialiste et le mouvement des jeunes socialistes est maintenant de traduire cette orientation dans un projet de société, projet qui permettra de montrer que oui, un autre monde est possible, qu'il existe bien une alternative à la politique libéral-conservatrice présentée par la droite comme la seule possible. Pour convaincre les citoyens que la gauche est en mesure de conduire un tel projet, il ne suffira pas d'une opposition comme nous l'avons eu si souvent, caricaturale et simpliste, qui lorsqu'elle a dit le contraire de ce que dit le gouvernement croit avoir terminé son travail, qui par les périphrases et la langue de bois croit pouvoir se débarrasser des questions difficiles comme celles des retraites ou de la dette de l'Etat. Il y a cinq ans, la mode était de dénoncer un discours « pas assez à gauche » et de se replier dans toutes les démagogies et les discours de postures. Aujourd'hui avec le score important de Bayrou et l'inexistence de l'extrême-gauche aux élections présidentielles de 2007, c'est le centre qui est à l'honneur avec toutes ses renonciations et son absence d'ambition. Des responsables politiques n'ont pas à céder à l'air du temps et aux modes. La refondation ne se fera pas en courant d'un côté ou de l'autre, elle ne peut être ni moins à gauche ni plus à gauche, elle doit être une meilleure compréhension des enjeux politiques et économiques d'un parti de gauche, un parti défendant le progrès et la justice sociale.